



En France,

LES PRUSSIENS s'engraissent

pendant que



LES BRETONS meurent de faim

L'ŒUVRE



9^e ANNÉE — N° 34

22 Août 1912

220, Fg St-Honoré (8^e)

PAR AN : 10 FRANCS

Téléphone 589.55

Editions de l'ŒUVRE :

Peau-de-Balle

PAR

GEO DE LA FOUCHARDIERE

Roman fantaisiste

Illustré par EDOUARD COUSYN

Prix : 0 fr. 95

Entendons - nous

Sous ce titre, le *Rappel* nous parle en ces termes :

Nos excellents confrères de l'*Œuvre*, dans le numéro même où ils veulent bien s'associer à nous pour protester contre la scandaleuse condamnation, à Bordeaux, de la *Bataille*, nous font le très vif plaisir de reproduire notre filet sur la « Bistocratie officielle », le commentant en ces termes :

« Eh oui, cher confrère, mais c'est tout un changement de régime que vous demandez. Ce n'est pas nous certainement qui vous ferons de l'opposition, et nous sommes heureux de vous entendre crier avec nous :

» — A bas le régime abject ! »

A notre tour, nous répondons à l'*Œuvre* : Il faut s'entendre. Si par « régime abject », vous entendez la République, mille regrets. Nous ne sommes pas d'accord.

Car si le régime actuel n'est que la caricature grossière de la République que nous rêvons, nous n'avons pas renoncé à l'espoir de l'amender, de le corriger.

Ce régime de clientèle et de favoritisme, confrères, vous le savez aussi bien que nous, a toutes

21638¹² 81P 2884

les tares et tous les vices d'une république et d'une monarchie, il n'a les avantages ni de l'une, ni de l'autre.

Ce n'est que de nom que la République est établie en France depuis quarante ans.

Nous voudrions bien, enfin, avec votre aide, la constituer en fait.

Par « régime abject », nous entendons le présent régime, et nous voudrions pouvoir dire avec le *Rappel* : « Le présent régime n'a rien de commun avec la véritable république; c'est pourquoi nous nous efforçons de le jeter bas pour mettre à la place la république véritable. »

Si nous ne tenons pas ce langage, ce n'est point que nous soyons cléricaux ou réactionnaires : la théocratie et l'autocratie nous font également peur.

Si nous ne tenons pas ce langage, c'est qu'il n'est pas clair.

Qu'est-ce que la « république » ? C'est un mot à tout faire, car il a tous les sens. Rien ne le montre d'une manière plus éclatante et plus ironique que l'article premier du sénatus-consulte de l'an XII, qui proclamait l'empire et l'hérédité de la couronne : « *Le gouvernement de la République est confié à un empereur qui prend le titre d'Empereur des Français.* » Napoléon III s'accommoda aussi aisément du mot, et il mit la chose dans sa poche avec la même désinvolture.

Faut-il nous en tenir aux expériences récentes ? Au temps de notre jeunesse, c'est-

à-dire au temps de l'Affaire, c'est contre le gouvernement de M. Méline qu'on nous excitait — et contre tout le système d'idées dont il semblait être l'expression. Que nos confrères du *Rappel* veuillent bien feuilleter la collection des journaux dreyfusards : ils y verront qu'on y parlait aussi couramment de bouter dehors les prétoriens et les jésuites déguisés en républicains pour instituer enfin la république véritable. Quel résultat a donné cet effort ? Il a donné précisément ce que nous appelons aujourd'hui « le régime abject ». Et nous en sommes réduits à crier : « Tout, mais pas ça ! »



Cette école nous a rendus prudents. Nous avons mis quinze ans à nous apercevoir que ce « phonème » de république n'était qu'une duperie, car on en pouvait faire tous les usages. C'est une enseigne passe-partout que l'on accroche aux plus infâmes boutiques. Présentement, sous le nom de république, nous subissons le joug de sept ou huit cents tyranneaux qui nous offrent le spectacle de toutes les tares, de tous les vices attribués à l'ancien régime, — aggravés par l'anonymat, l'irresponsabilité et l'hypocrisie.

Nous voyons au contraire en Europe des pays gouvernés par des rois, qui jouissent depuis longtemps de tous les avantages, de

toutes les libertés qui nous manquent (et que nous attendions de la République).

Car ce que nous désirons, de quelque nom qu'on l'appelle, c'est un régime *libéral*. C'est au nom de la liberté que l'on a fait le régime actuel; c'est au nom de la liberté que nous nous appliquons à le défaire. Et nous avons encore dû nous apercevoir à nos dépens qu'abolir ou diminuer l'autorité ce n'est nullement accroître notre liberté; c'est au contraire dans une autorité renforcée que nous en cherchons la garantie. En d'autres termes, nous voulons substituer l'autorité à l'arbitraire et la liberté à l'anarchie : l'une ne va pas sans l'autre.

Est-ce à une république nouvelle que nous devons ce bienfait? Nous ne demandons pas mieux que de l'espérer avec le *Rappel*; mais nous voudrions savoir plus exactement ce que sera cette république nouvelle. Dépouillé de sa vertu magique, le mot république tout seul signifie moins que le mot *Etat*, car dans « Etat » il y a au moins une idée d'équilibre et d'organisation, tandis que la République est parfaitement compatible avec le désordre et l'incohérence, comme le président du conseil Clemenceau l'a d'ailleurs constaté sans le moindre embarras à la tribune même de la Chambre. La République, c'est un tas amorphe, et il ne suffit point que ce tas s'appelle Fallières pour que je sois rassuré.

Dira-t-on que la république française c'est (j'emprunté la définition à mon petit Larousse) un « Etat dans lequel le peuple exerce la souveraineté par l'intermédiaire de délégués élus par lui et pour un certain temps »? La souveraineté du peuple! Non, nos confrères du *Rappel* ne nous diront pas cela, car je crois bien qu'ils ne veulent pas rire.

Diront-ils que la république est le règne de la loi? Dans ce cas, je les prie de vouloir bien lire dans un prochain numéro l'histoire de ma révocation.

Diront-ils que la république rêvée est justement celle où de tels abus de pouvoir seraient impossibles?

Où donc que j'y courre?

Pour ce qui est d'« amender » le régime actuel, je songe au mot de Jules Lemaître : « On n'améliore pas la peste. »

Essayons pourtant, si vous le croyez possible. Mais...

GUSTAVE TÉRY.



L'ŒUVRE dit tout ce que ne disent pas les autres.

L'ŒUVRE est le seul journal qui ne soit relié à rien par aucun fil.

L'ŒUVRE ne dit jamais d'injures; la vérité lui suffit.

L'ŒUVRE est le supplément indispensable de tous les journaux, quels qu'ils soient.

Les imbéciles ne lisent pas *L'ŒUVRE*.

Mon Carnet

PAR

Urbain GOHIER

Leur supériorité.

Les Métèques et les Juifs répondent :

— « Qu'est-ce que vous nous reprochez ? De faire en France les affaires les plus fructueuses à la place des Français ; d'accaparer en France les postes de direction, les commandements, et d'en expulser les Français ; d'envahir la presse, le théâtre, la magistrature, le barreau, la carrière médicale, la haute administration, et de reléguer les Français dans les emplois subalternes ?... Mais ce n'est pas notre faute ! C'est la conséquence de notre supériorité ; nous battons le Français sur tous les terrains parce que le Français nous est inférieur en tout. Nous sommes plus intelligents que lui, nous avons plus d'énergie que lui, nous en savons plus long que lui. Tant pis pour lui. »

Simplement.

Admettons, pour une seconde, que l'argument soit exact : il ne vaudrait rien du tout contre la volonté que nous avons de *rester les maîtres chez nous*.

Fussions-nous réellement inférieurs à cette racaille, à ces fugitifs de tous pays, à ce rebut de l'Europe et de l'Asie, que nous n'en serions pas moins, nous Français, les maîtres de la France ; que nous n'en aurions pas moins le

droit permanent et le devoir actuel de jeter hors de notre sol les intrus devenus insolents, gênants, dangereux.

Mais l'argument n'est pas exact.

Dans n'importe quelle épreuve loyale, nous pouvons tenir tête à n'importe qui.

La « supériorité » des Métèques et des Juifs consiste uniquement dans leur position d'étrangers, de vagabonds, de pirates.

Nous sommes empêtrés d'une foule de scrupules, et nous ménageons un tas de choses que nous n'aurions pas à ménager si nous étions en pays ennemi.

Les Juifs et les Métèques tombent sur la France comme les hordes de Huns ou d'Ostrogoths sur le vieil empire romain ; ils coupent les arbres fruitiers pour atteindre un fruit ; ils démolissent un temple pour en arracher l'objet d'art qu'ils veulent mettre au creuset ; ils font du butin sans souci des ravages ; finalement ils abiment, brûlent, anéantissent pour la joie satanique d'anéantir, et par revanche de sauvages déchaînés sur le civilisé qui les intimidait.

Dans la concurrence économique ou sociale, le Français aux prises avec un Juif ressemble à l'agent de police désarmé qui voulait arrêter Bonnot.

Nous avons une conscience, des habitudes morales, des traditions d'honneur ; nous rougirions d'une action tortueuse ; nous avons une famille, un nom, des amis, une patrie, que nous respectons ; et nous voulons rester respectables dans le lieu où nous continuerons de vivre, où les nôtres vivront après nous.

Mais les Juifs et les Métèques sont à l'aise. • Qu'ils trichent au jeu, qu'ils fraudent dans un concours, qu'ils volent dans une affaire, ils ne risquent rien. S'ils ne sont pas pris, c'est la

victoire. S'ils sont pris, ce n'est qu'un déménagement.

Ils iront planter leur tente ailleurs, à Genève, à Londres, à Bruxelles, à Chicago, à Buenos-Ayres; ils s'étaient fabriqué un faux état-civil en arrivant chez nous; ils s'en fabriqueront un autre en arrivant chez les Anglais ou chez les Algonquins. Voilà tout.

Même dans une entreprise commercialement correcte, le Juif peut faire ce que n'ose le Français. Un Français marchand de bois n'osera pas raser nos forêts, parce que son désir de lucre est contenu par un obscur instinct de conservation nationale; il pratiquera ses coupes en observant certaines règles salutaires. Le Juif rasera la forêt totalement; il ne voit que le bénéfice immédiat; il se moque un peu de ce qui arrivera dans cinquante ans à l'agriculture française! Multipliez cet exemple à l'infini.

C'est pourquoi les Juifs et les Météques nous détruiront, sans nous être supérieurs.

Mais notre réelle supériorité s'affirmerait mieux, si nous détruisions d'abord ceux qui prétendent nous détruire.

La Normandie : jadis et maintenant.

Les Normands veulent ériger un monument à Tancrède de Hauteville, père de douze gailards qu'il envoya chercher fortune en Méditerranée: Naples, la Pouille, la Calabre, la Sicile, la Grèce, la Syrie, furent leur proie; ils s'y taillèrent des domaines princiers.

Aujourd'hui, la Normandie est conquise. Les garnisons de Normandie sont commandées par des généraux juifs; les départements, admi-

nistrés par des préfets juifs; les mines, achetées par des Allemands, exploitées par un ramas d'Allemands, d'Espagnols, d'Italiens, de Polonais.

La République livre la Normandie aux étrangers, en attendant que l'Allemagne réalise pour de bon son dessein de se faire un Gibraltar à Cherbourg.

La meilleure manière de glorifier Tancrède de Hauteville serait de jeter à la mer les préfets Hendlé, les généraux Valabrègue et les intrus de Diélette.

Or, au collège d'Honfleur, la distribution des prix a été présidée par un Juif nommé Lazard, apparenté aux Dreyfus, et devant qui toutes les autorités locales sont à plat ventre. Dans son discours, le Juif Lazard a dit :

Nos rapports avec *notre* puissante voisine l'Allemagne ne sont-ils pas pour nous tous l'objet de nos plus légitimes préoccupations? Et en écartant ce mot de guerre dont je ne veux même pas évoquer le spectre tremblant, n'avons-nous pas en Normandie à nos portes, au chef-lieu de notre département, la preuve irréfutable de sa force d'expansion pacifique? Cette puissante création industrielle qui s'élève sous nos yeux par l'initiative allemande, avec le concours d'ingénieurs et de capitaux allemands, n'est-elle pas de nature à peser très directement sur les destinées de *notre* coin de pays lui-même?

L'adjectif possessif employé par les Hébreux quand ils parlent de la France et des choses françaises devrait produire sur les Français l'effet d'une gifle.

Mais comment trouvez-vous ce Juif qui vante, devant les collégiens français, la « force d'expansion pacifique » de l'Allemagne, dans la province même que Krupp et Thyssen sont en train d'envahir?

Les douze gars de Tanerède de Hauteville n'auraient pas supporté ça comme nos gens d'Honfleur.

La « haute Société ».

Je viens de lire le dernier roman de Gyp, *Fraicheur*, et j'ai comme une idée que cette histoire-là n'est pas imaginée de toutes pièces.

Autrefois, Gyp nous avait donné une amusante esquisse d'Arthur Meyer et du *Gaulois* — (lire *Le Druide*, dans les premières éditions, non expurgées) —; une amusante esquisse aussi du comte de Villiers-Neauphle et du Juif Tripoli, qui ressemblaient comme des frères au comte d'Haussonville et au Juif Ephrussi.

Je regrette de ne pas deviner qui est « Fraicheur »...

Quand nous apprenons que Briand de Saint-Nazaire, ministre de la Justice condamné pour outrage aux mœurs, « vagabond spécial » et garde des sceaux de la bande à Manda, vient de déjeuner avec la comtesse de Greffuhle et de dîner avec le marquis de Ségur, toute la valetaille républicaine est en extase.

Le Prolétariat conscient s'enorgueillit; il continue d'appeler Aristide Briand renégat; mais, tout de même, il trouve *chouette* qu'un socialiste fréquente « dans la haute ».

Pour moi, quand je sais Briand chez la comtesse Greffuhle, je me rappelle que cette dame est une Caraman-Chimay; il lui faut naturellement son tzigane.

Et quand je sais Briand en goguette avec le marquis de Ségur, je me rappelle l'ancêtre, le marquis de Ségur qui épousa, pour toucher la forte somme, une fille de la Desmarets. C'était déjà le personnel du *Sport-Concert*.

L'élan de cœur qui porte invariablement nos prétendus aristocrates vers les intrigants, les aventuriers, les politiciens les plus dégradés s'explique par des causes naturelles.

Quel plus beau nom français que celui de La Rochefoucauld?

Nous avons une duchesse de La Rochefoucauld qui est Juive; une autre qui est Yankee. Vous voyez comme les petits La Rochefoucauld de l'avenir seront bien français!

Je me suis promis ici, un jour, de n'avoir jamais de polémique avec Charles Maurras, qui ne doit pas être troublé dans son magnifique effort. Autrement, nous étudierions ce problème: « des classes dirigeantes sous la monarchie restaurée... »

Attendons les événements.

L'impression de Mouley Hafid.

En mettant le pied pour la première fois sur le sol de France, l'ex-sultan du Maroc a été reçu par un Juif: par Schrameck, proconsul des Bouches-du-Rhône, que suivait humblement le général français, gouverneur de Marseille.

Mouley Hafid a demandé à son cornac, Si Kadour ben Ghabrit, de lui expliquer la situation.

Et Si Kadour a répondu:

— La situation n'a rien qui doive te surprendre; chez nous, tu as vu l'armée de la France faire la besogne des Juifs, conquérir notre sol pour le profit des spéculateurs juifs, massacrer nos frères pour donner le pouvoir et la richesse aux Juifs; en France, tu vois la même chose: le général français sous les ordres des Juifs. La France est une colonie juive; et Fallières à l'Elysée comme ton successeur à Tanger n'est qu'un esclave des Juifs.

URBAIN GOHIER.

In Partibus Infidelium



Je commence par vous dire, en manière d'apologie préalable et par mesure prophylactique, que mes opinions religieuses sont très raisonnables, en parfaite harmonie avec celles que professent mes maîtres et amis de l'« Œuvre », rigoureusement orthodoxes selon l'Évangile de M. de Voltaire et de Charles Dickens.

Catholique de race et par tradition, anticlérical par tempérament, je m'abstiens de rompre des lances en l'honneur de l'Église persécutée d'aujourd'hui parce que j'ai un peu entendu parler de l'Église persécutrice d'autrefois ; je me dis que les « personnes bien pensantes » seraient prodigieusement embêtantes si elles avaient à leur tour le pouvoir de nous embêter. Et, suivant la formule connue, après les bourreaux je ne déteste rien tant que les victimes... encore que les bourreaux témoignent en l'occasion d'une stupidité propre à leur aliéner toutes les sympathies.

Ceci exposé, je n'éprouve plus aucun embarras à vous avouer une petite faiblesse d'esprit fort.

Je commence à être légèrement agacé des progrès de la Neuvième Croisade... de la Croisade organisée au ^{xx}e siècle par l'Angleterre protestante pour arracher la France aux ténèbres du papisme.

Je suis excédé de voir des pasteurs toujours plus nombreux et toujours plus zélés mener dans nos prairies une « vache à Colas » toujours plus

affamée ; je voudrais bien qu'on envoyât la vache à Colas paître ailleurs.

Et je ne veux pas qu'on prenne notre peuple pour une peuplade nègre...



Les journaux catholiques professionnels n'ont pas soufflé mot de cet état de choses ; sans doute ont-ils estimé qu'une campagne contre l'envahisseur constituerait un acte de concurrence déloyale... et puis nous ne sommes plus aux temps héroïques où Jeanne d'Arc les boutait hors de France.

Mais demandez au clergé breton ce qu'il en pense. Demandez aux recteurs des Côtes-du-Nord ce que sont devenues leurs ouailles.

Oui, les missions évangéliques ont commencé par débarquer en Bretagne, avec armes et bagages (Bibles pour l'exportation—Guinées de Pitt et Cobourg).

Cette tactique pouvait sembler audacieuse et même paradoxale. Car, enfin, la Bretagne, forteresse du catholicisme, la Bretagne traditionnelle dont la libre-pensée n'a pu entamer les convictions granitiques...

Eh bien, la Bretagne est en train de devenir protestante ; sans coup férir, des paroisses entières ont été acquises aux doctrines luthériennes, et dans les églises du canton de Lamballe, comme dans celles de la région de Lorient, les prêtres pleurent dans leurs églises désertes l'extinction de la foi catholique.

Les missionnaires protestants ont bien choisi leur heure : l'heure où la séparation de l'Église et de l'État atteignait le clergé français dans ses intérêts temporels et dans son existence même,

l'heure où le prêtre catholique n'avait plus de ressources qu'en la charité de ses paroissiens.

Avec un effroyable sens pratique, l'Église réformée a choisi cet instant pour mettre les fidèles en posture de choisir... choisir entre le prêtre qui leur demandait de l'argent et le ministre qui leur en offrait...

Car le protestant, allié naturel du Juif, possède la même force de corruption.

Ses moyens, peu variés, ont la même efficacité, qu'il s'agisse des Bretons ou des noirs fétichistes de l'Afrique équatoriale.

Certes, on ne donne pas aux Bretons d'alcool en nature; mais le résultat final est le même. Tout néophyte reçoit, au moment de sa conversion, une certaine somme en argent; il a droit, ensuite, à des secours réguliers, suivant un certain tarif. Les pères de famille se trouvent à la tête d'un capital appréciable, à condition que leurs enfants abjurent le papisme à des intervalles de temps savamment dosés, et avec assez d'éclat pour impressionner les voisins.

On cite un ouvrier des faubourgs de Lorient qui a abjuré quatorze fois; il a cinq enfants qui reconnaissent environ tous les semestres les erreurs du catholicisme.

Et cet ouvrier, qui avait toujours soif lorsqu'il était plongé dans les ténèbres du papisme, ne dessoufle pas depuis qu'il est protestant.

Il est devenu pour ses camarades d'atelier un objet d'admiration, d'envie, et d'édification...

La Neuvième Croisade ne borne pas son effort aux côtes bretonnes. Les missionnaires anglicans ont pénétré fort avant dans le continent et on parle des succès qu'ils obtiennent jusqu'en Provence, où ils trouvent moyen, paraît-il, de prêcher avec l'accent du crû.

Ils parcourent l'Orléanais et la Touraine par la voie fluviale. Ils suivent les canaux sur des bateaux assez curieusement aménagés : la moitié du bâtiment sert de locaux d'habitation au ministre et à sa petite famille; l'autre moitié est une chapelle.

On s'arrête dans les villages pour donner des représentations.

Ça doit se passer de la même façon sur les rives du Congo.

Il faut croire que ces pasteurs zélés dégagent une incroyable puissance de conviction, car partout ils font des prosélytes; partout ils en ont pour leur argent... Ils ont l'intention d'aller jusqu'à Lourdes.

Ma foi, le jour où j'éprouverai le besoin de changer de religion, je ne me convertirai pas au protestantisme, malgré ses évidentes séductions.

J'embrasserai plutôt le culte israélite, qui, malgré certaine petite formalité préalable et peu plaisante, offre des avantages inappréciables pour les personnes désireuses de faire leur chemin dans la vie.

G. DE LA FOUCHARDIÈRE





Les Socialistes français et l'Allemagne



Dans l'*Action française* du 12 août, Criton commente les boniments de l'*Humanité* en quête de souscripteurs :

Enregistrons, dit-il, un bruit qui court : M. Jaurès ne ferait tant de bruit, il ne demanderait 150.000 francs de souscriptions ostensibles que pour couvrir d'importantes subventions que la Finance cosmopolite et juive lui aurait fait tenir en vue d'étendre son journal, qui sera chargé de troubler le pays au cours de la prochaine tension européenne.

Or, le mois dernier, j'écrivais précisément dans l'*Œuvre* :

Quand le directeur de l'*Humanité* va quêter dans les provinces, offrir son papier d'escroquerie aux gogos, après avoir fait travailler à son profit les demoiselles de la Maison Claretie, après avoir écumé jusqu'à Buenos-Ayres avec une chanteuse de music-hall — tout le monde sait bien que c'est une comédie.

Les souscriptions seront de fausses souscriptions, destinées à masquer la véritable origine des capitaux, qui viennent des banques juives et de la Wilhelmstrasse.

Il y a dix ans que je répète et que je prouve les mêmes choses. Il ne faut guère que dix ans, dans ce pays-ci, pour faire voir aux citoyens le soleil en plein midi !

Toute sa vie, Clemenceau avait été l'agent de l'Angleterre dans la politique française ; il ne nous en a coûté que la plus belle de nos « colonies » : l'Egypte ; et Clemenceau, sans un sou, a toujours dépensé quelques centaines de mille francs par an, y compris l'entretien de la *Justice*.

Les appétits du forban socialiste qui déclare cyniquement : « *Il me faut la vie large* », exigent davantage. Tout augmente. L'*Humanité*, qui joue le même rôle que la feuée *Justice*, coûte plus cher ; les comtesses moldovalagues sont plus dispendieuses que la vieille Léonide Leblanc ou que les maris dédommagés avec des ambassades. Au lieu d'un Cornelius Herz, il faut les Rothschild et les Dreyfus. Et comme la place était prise au service de l'Angleterre, le sire de Bessoulet s'est mis au service de l'Allemagne.

Incident par incident, j'ai établi la complicité du Q.-M. Jaurès avec le gouvernement de Berlin, avec les spéculateurs de Berlin, avec l'Allemagne impériale et financière : jusqu'au jour où le Ministre des Affaires étrangères lui-même, en pleine séance de la Chambre, a laissé échapper l'accusation formelle : « M. Jaurès est l'agent de l'Allemagne au Parlement français ».

Depuis, nous avons vu la grève des chemins, machinée et déclanchée par le directeur de l'*Humanité* malgré les ouvriers, pour pa-

ralyser la France au moment de la première menace allemande; nous avons vu la *Liberté* détruite et l'escadre de la Méditerranée « embouteillée » dans la rade de Toulon au moment de la seconde menace allemande; nous avons assisté à des campagnes contre les fonds russes que rétribuaient au comptant des pots-de-vin de 50.000 francs, versés par les agents allemands à l'*Humanité*; nous avons vu l'ambassadeur d'Allemagne porter lui-même les ordres et l'argent de son maître à la villa des Chalets. Etc., etc. J'ai rempli des journaux entiers de ces preuves.

On nous félicite de notre vigilance au sujet de l'invasion allemande; le « Péril vert » dénoncé ici a passé dans les rubriques quotidiennes de la presse restée française. On nous exhorte à foncer sur les Allemands qui prennent possession de notre pays. Et Léon Daudet, dans l'*Action française*, a publié depuis deux ans la valeur d'un gros volume de renseignements précis, terribles.

Mais il y a pire que les Allemands : à savoir, leurs complices français.

Les Allemands font leur métier d'Allemands, comme les Juifs font leur métier de Juifs. Nous sommes résolus à les combattre, nous les combattons de toutes nos forces, nous ne pouvons rien leur reprocher.

Ce sont les traîtres qu'il faut exécrer, et surtout qu'il faut châtier.

Les anciens socialistes du Parti ouvrier français (P.O.F.) et du Parti socialiste révolutionnaire (P.S.R.), qui avaient soutenu de si belles luttes et fait une si belle propagande

pour leurs doctrines sans compromissions financières, ont cru qu'ils servaient le socialisme en s'associant avec herr Jaurès, en lui apportant l'investiture « prolétarienne » pour profiter de ses capitaux, de ses relations d'affaires, de son journal bien arrosé.

Le Socialisme, ces bons socialistes l'ont simplement déshonoré; ils l'ont condamné à mort.

Ils savaient pourtant que le Jaurès est l'entretenu de l'Allemagne; au temps du *Petit Sou*, ils l'appelaient couramment « l'entretenu de Monte-Carlo »; et le tripot de Monte-Carlo, par les Juifs Blanc (Weiss) de Baden-Baden, et le prince de Monaco, par sa femme la Juive Heine, sont les instruments de l'Allemagne.

Maintenant, la cause socialiste se trouve liée à la cause allemande.

Le socialisme, c'est herr Jaurès, directeur de l'*Humanité*, « sans l'ordre ou le consentement de qui rien ne s'imprime dans l'*Humanité*. »

Herr Jaurès, c'est la *Berliner Tageblatt*, l'ambassade d'Allemagne, le Kaiser.

Donc, le socialisme, c'est l'Allemagne.

La victoire socialiste serait l'anéantissement de la France au profit de l'Allemagne.

Tous les efforts actuels du parti socialiste français tendent à désarmer la France pour la livrer sans défense aux Allemands. Les socialistes, subventionnés par les Rothschild, les Dreyfus, les Reinach et toute la Juiverie, se solidarisent avec les Juifs dans l'œuvre de trahison. Le jour où les Français seront acculés

à la nécessité de frapper sans merci pour ne pas périr, le jour où ils seront obligés de se lever contre l'Allemagne pour ne pas disparaître comme grande nation, et de faire d'abord main basse sur les Juifs, ils feront main basse sur les socialistes leurs complices.

Encore une fois, Guesde et ses amis, Vaillant et ses amis, tous ceux du P. S. R. et du P. O. F., n'avaient pas prévu ces conséquences, quand ils ont conclu la dégradante association avec la bande Jaurès. Est-il encore temps de réparer cette faute?

Confiants dans la crédulité aveugle du prolétariat, ils ont pensé qu'ils lui feraient prendre pour un prolétaire le châtelain de Besoulet, le plus gras et le plus jouisseur des « sales bourgeois ». Mais le danger mortel ouvre les yeux aux plus obtus. Dans la crise qui approche — voyez les incidents de Diélette, la prise de possession de Paris, de Cherbourg, du sous-sol minier de France par les Allemands! — les yeux du Prolétariat s'ouvriront.

Et malheur aux traîtres! Malheur aux acolytes des traîtres!

URBAIN GOHIER.

Chaque rédacteur n'est responsable
que de ce qu'il écrit.

La Bretagne pauvre

❖

Lorsque viennent les mois d'été, nos ministres s'élancent à travers la province; ils inaugurent des statues, toastent, banquettent et multiplient les discours. Ils disent que grâce à leurs efforts le ciel est tombé sur la terre, que le parlement accomplit des besognes aussi nobles que sociales, que ce pays est constamment en progrès, et toutes sortes de sornettes *ejusdem farinae*. Les très corrects, intelligents et désintéressés Q. M. chantent la même complainte, et déclarent que la France est belle depuis qu'ils sont députés.

De ce temps les pauvres bougres crèvent la faim comme devant; leur collier de misère est toujours aussi lourd; ministres et Q. M. ont d'autres chats à fouetter.

Ce qui est révoltant dans cette farce, c'est que les tenanciers du régime abject ont le front de prétendre que leur gouvernement est dévoué au peuple dont il prétend être la vivante représentation. Ce qui est décourageant, c'est que ces gens du peuple, que l'on gruge, que l'on emploie et que l'on berne, n'ont pas d'yeux pour voir les choses comme elles sont, et pas de sang dans les veines qui les pousse à se révolter.

Mille exemples nous ont fait voir l'égoïsme aveugle, la sottise crasse de nos dirigeants. J'en citerai un de plus : la Bretagne misérable, et dont on ne s'occupe pas.

* *

J'avais ouvert le livre récent de M. Charles Géniaux, *la Bretagne vivante* (1), pour y chercher quelques détails pittoresques sur un pays que je voudrais mieux connaître. J'y ai trouvé la description précise, détaillée, d'une misère atroce, et quelques lumières sur ce que l'on pourrait, sur ce que l'on devrait faire pour essayer de la guérir, et que bien entendu l'on ne fait point, puisque l'on est seulement occupé à lécher l'assiette au beurre.

Deux chapitres de l'ouvrage de M. Géniaux, *la Bretagne pauvre* (c'est-à-dire la Bretagne ancienne, non modernisée, Morbihan, Finistère et Côtes-du-Nord, près de deux millions d'habitants) et *les Pêcheurs sardiniens*, sont consacrés à nous faire le tableau de cette profonde misère. Ils sont terribles, émouvants; on les lira; on sera empoigné; c'est de la vraie, affreuse, navrante réalité.

Le centre montagneux de la Bretagne, délaissé des routes, où l'on ne bâtit plus, tellement l'argent est rare, avec ses chaumières où trente personnes, hommes et bêtes, vivent dans un état de promiscuité à peine atténué par l'usage des lits-clos si malsains, est une contrée fortement en retard sur le reste de la France. Ecoutez comme on y vit : « la nourriture des maîtres et des serviteurs est identique dans sa monotonie et sa grossièreté : *gigourdène*, sorte de laitage au pain, galette et bouillie de sarrasin et, une fois le jour, une soupe aux légumes *engraissée* d'un peu de lard. Comme boisson, du cidre ou de l'eau, les années sans pommes. Après le repas de midi, le fermier doit accorder le droit de *mariénée* à ses valets, c'est-à-

(1) Paris, Champion, 1912.

dire la sieste dans les meules, l'été; sur la paille de l'étable, l'hiver. Ces domestiques à long sommeil besognent mollement. Des expériences entreprises par un ingénieur morbihannais sur les trois cents paysans de son exploitation lui ont prouvé qu'on pouvait améliorer le rendement de la main-d'œuvre de ces ouvriers et leur donner une activité au travail comparable à celle des habitants de l'Ile-de-France en modifiant leur régime alimentaire. »

Mais la chose est impossible, faute d'argent. Les journaliers, non nourris, touchent 1 fr. 50 l'été et 1 franc l'hiver. Les dimanches et jours fériés enlevés, cela fait un peu plus de trois cents francs par an. La moyenne de leur budget leur permet de dépenser 15 centimes par personne. « Dans certains hameaux, situés au centre du Morbihan, écrit M. Géniaux, les gens souffrent toujours de la famine. Nous entendons par là qu'ils s'alimentent avec dix centimes par jour et qu'il leur est impossible dans ces conditions de réparer leurs pertes. » Et notre auteur ajoute : « Ces observations portent sur un ensemble de plusieurs années et sur un rayon d'au moins vingt lieues de pays. »

Croyez-vous que l'on se soit jamais occupé de cette misère odieuse, dans notre Parlement ?

* *

Passons aux sardiniens : « Depuis plusieurs années, ces pêcheurs n'ont pas gagné 1 franc par jour. Voilà le fait terrible. Et comme six à huit personnes composent chaque famille, si la mère ou les filles ne trouvaient pas à s'employer comme ouvrières dans les friteries, ce serait la famine et, par conséquent, l'abandon du littoral par ces gens de mer, force et courage de notre marine nationale. Si la crise s'aggrave encore et si l'on ne peut

rétablir l'équilibre entre l'usine qui consomme et la barque qui produit, la puissance maritime de la France souffrira une diminution désastreuse. »

Mais ce qui par dessus tout est déshonorant pour les représentants du peuple de cette région, c'est qu'ici les moyens de diminuer cette misère sont connus et facilement applicables.

D'abord il faut soustraire ces pêcheurs aux accapareurs de *rogue* (l'appât pour la sardine) qui vendent plus de 100 francs un baril d'œufs de morue qui ne devrait pas être payé plus de 70 francs. Le roi Louis XV (on croit rêver ici), ému par cette spéculation, faisait acheter lui-même en Norvège et distribuait à prix coûtant la *rogue* aux pêcheurs. Croyez-vous qu'il serait difficile d'organiser aujourd'hui ce que l'on faisait facilement au XVIII^e siècle ?

On pourrait aussi organiser le crédit maritime sur les mêmes bases que le crédit agricole. Les patrons pêcheurs pourraient ainsi se libérer de la tutelle écrasante des négociants de *rogue*, de filets et d'agrès.

Il faudrait les organiser en coopératives semblables aux coopératives agricoles.

Il faudrait réglementer le commerce de l'alcool. Mais ici, prenons garde ! L'alcool n'est-il pas un soutien du régime d'abrutissement et de mort ?

Faute de tout ceci, et aussi d'une bonne loi sur les syndicats, les matelots syndiqués mettront un beau jour le feu aux usines, dans un coup de colère trop facilement explicable. Alors, on les fusillera ; et la Chambre votera des félicitations au gouvernement qui aura rétabli l'ordre, un instant troublé par ces canailles de matelots.

« Les marins bretons, dit avec force M. Géniaux, méritent à tous les points de vue d'intéresser la France à leur sort. Est-ce un métier normal que celui qui consiste à gagner 300 ou 400 francs par

an en offrant chaque jour son existence pour nous faire bénéficier, nous autres citadins, d'un aliment excellent ? »

Ajoutons d'ailleurs, à l'usage des personnes sensibles qui croient avoir rempli leurs devoirs civiques en faisant de temps à autre l'aumône, que ce ne sont pas des représentations à bénéfices ou des quêtes qui relèveront la situation de ces pêcheurs. Il ne faut pas transformer ces hommes en quémandeurs. Ce que nous réclamons pour eux, c'est le moyen de se libérer des *maisons du bateau*, où on leur vend de l'alcool à crédit, des marchands de *rogue* et des trusts qui règlent à leur avantage les cours toujours insuffisants de la sardine.

Ou bien alors, si l'on veut continuer à ne rien faire, que nos ministres aient du moins le courage de faire voter une *proposition pour la destruction rapide des Bretons qui meurent de faim*.

LOUIS THOMAS.

Demandez avec le présent numéro,

Demandez dans tous les Kiosques,

Demandez dans toutes les Gares,

PEAU-DE-BALLE

Par GEO DE LA FOUCHARDIÈRE

Prix : 0.95. — Envoi franco par *L'Œuvre* : 1 fr.

Les Courses de Taureaux



Notre *Echo* sur les courses de taureaux à Vichy nous vaut la rectification suivante, que nous enregistrons très volontiers.

Autant les sales boucheries espagnoles nous répugnent, autant nous applaudissons aux sports qui développent l'agilité, le sang-froid, le courage.

Notre correspondant sait aussi qu'il peut compter sur nous pour combattre les « féodaux » et tyranneaux de la troisième république ; la liberté individuelle et les libertés municipales nous ont toujours trouvés parmi leurs champions.

U. G.

Vichy, 14 août 1912.

Monsieur,

J'attache trop d'importance aux articles de l'*Œuvre* pour ne pas rectifier l'écho concernant les courses de taureaux de Vichy, paru dans le numéro du 8 août dernier. Il s'y est glissé, en effet, de regrettables erreurs d'information et il importe de remettre les choses au point. Vous avez trop le souci de la vérité pour ne pas vous y prêter.

Jusqu'à cette saison — et déjà depuis près de dix-neuf années — des réunions tauromachiques avaient lieu chaque été à Vichy. Elles compartaient

la corrida espagnole *intégrale* avec picadores et mises à mort.

Le Conseil Municipal élu en mai dernier contre le Conseil sortant et composé en nombre égal de libéraux-progressistes, de radicaux et de socialistes, ne crut pas, dans un sentiment d'humanité que vous apprécierez, devoir continuer la tolérance accordée jusqu'alors par l'ancienne municipalité. Les courses ne furent autorisées qu'à la condition d'être en conformité avec la loi Grammont ; et c'est ainsi que furent supprimées, dans les réunions ultérieures et l'emploi des chevaux et la mise à mort.

Vous conviendrez que, dépourvues de leur appareils sanglant, les courses de taureaux ne deviennent plus qu'un spectacle d'adresse beaucoup moins dangereux que nombre de sports ouvertement encouragés.

La question semblait donc résolue à la satisfaction à la fois de la morale publique et du commerce local lorsque, brusquement, la préfecture notifia l'interdiction ministérielle. Evidemment le ministre se méprenait sur les conditions de la corrida. Le rôle du député Dumas fut de le lui faire remarquer et l'interdiction fut rapportée.

Des courses ont donc eu lieu le 29 juillet, mais, comme précédemment, c'est-à-dire *sans spectacle sanglant*. Elles ont été, d'ailleurs, dans les mêmes conditions autorisées à Saint-Malo.

Autre rectification : il n'y a absolument rien de commun entre les organisateurs de ces courses et les maisons de jeux. Ces dernières n'ont rien à gagner ni à perdre à la suppression de ces réunions.

Quant à votre demande de boycottage de Vichy au bénéfice de Carlsbad elle a de quoi surprendre, surtout dans un journal de patriotisme militant et je serais tenté de m'en indigner, si je ne connaissais votre ironisme.

Croyez, cependant, que les stations thermales françaises, fortement concurrencées par les villes d'eaux étrangères où le snobisme conduit trop de

nos compatriotes — alors que les Autrichiens et les Allemands ne viennent qu'en nombre infime à Vichy — croyez que les stations hydrominérales, qui constituent une importante richesse nationale, ont besoin de beaucoup plus d'encouragements que de critiques.

Sans doute, trop souvent elles sont sous la domination des tenanciers de jeu et c'est là un très grand mal. Mais j'ai plaisir à vous annoncer qu'à Vichy l'ancienne administration suspecte de beaucoup trop de complaisance envers les puissances d'argent, a été remplacée en mai dernier par des hommes indépendants qui ont entrepris l'œuvre difficile de l'émancipation communale.

C'est que nous en sommes encore, hélas ! dans certaines villes, au mouvement d'affranchissement du XIII^e siècle. Aux seigneurs de la terre ont succédé les seigneurs de la finance, mais plus heureux que les premiers, nos modernes féodaux sont appuyés par le pouvoir central et la lutte libératrice ne s'en trouve guère facilitée.

J'espère qu'après ces explications, vous apprécierez notre station thermale avec moins d'apreté et, j'ose le dire, plus d'exactitude. Je pense même que vous accorderez votre appui à l'effort d'émancipation de la population vichyssoise.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments dévoués.

CHARDONNET,
Avocat.

Abonnez-vous à L'ŒUVRE !

Faites abonner vos amis à L'ŒUVRE !

Abonnez à L'ŒUVRE les bibliothèques, les patronages, les syndicats, les cercles, les cafetiers, les hôteliers, les marchands de vins, les coiffeurs, et, d'une façon générale, tous ceux qui peuvent seconder et étendre notre propagande.

L'Invasion



Nos Lecteurs causent...



Tous les Toupets !

Nancy, le 10 août 1912.

Monsieur,

Un ami a eu l'heureuse idée de me communiquer votre dernier numéro de l'*Œuvre* et je me permets de vous féliciter pour la magnifique campagne que vous menez contre les mètèques qui envahissent notre commerce, notre industrie, nos théâtres et... notre armée. Tous les secrets de notre défense nationale sont aujourd'hui livrés aux Allemands par des espions, qui ne viennent pas travailler dans nos forts à titre d'ouvriers, mais se font purement et simplement admettre comme militaires. Vous souriez ; la chose vous paraît impossible. Qu'il me suffise de vous affirmer que, dans un ouvrage de la frontière, l'un des plus importants puisqu'il ferme la vallée de la Moselle et le passage vers Belfort, il y avait encore dernièrement deux Prussiens, un artilleur et un fantassin. Celui-ci acceptait son sort assez gaiement tandis que l'autre faisait de fréquentes fugues — le temps de livrer son travail, probablement — après lesquelles il réintégrait sa batterie pour y subir la peine légère qui lui était infligée.

Partout, d'ailleurs, on sent par ici l'influence germanique : sous prétexte de conserver à nos petits soldats le souvenir de l'Alsace et de la Lorraine,

ne leur fait-on pas manger des conserves d'aspic préparées à Metz ?

A Neuves-Maisons, les importantes forges de la Haute-Moselle reçoivent la houille des pays allemands et les actionnaires de leur compagnie se sont opposés à la création du canal de l'Est, qui leur permettrait de s'alimenter avec notre houille du Nord et relierait le bassin de Valenciennes au bassin de la Moselle. Ils ont été d'accord en cela avec Rothschild (naturellement !) lequel considère la création de ce canal comme une atteinte aux droits de la Compagnie du Nord et — il n'ose pas le dire — aux intérêts allemands.

Ne brûlons que du charbon allemand, empoisonnons nos fils avec des cochonneries teutones, établissons dans nos forteresses et nos camps retranchés les subordonnés du Gaudissart de Berlin, mais ne permettons pas que l'on discute l'idée de Patrie et bouclons Hervé « jusqu'à la gauche », s'il ose blaguer les généreux patriotes qui président aux destinées de la Nation Française...



L'Investissement.

A propos de votre campagne sur l'invasion allemande, permettez-moi de vous rapporter certains faits que vous pourriez contrôler, n'en ayant pas le temps moi-même.

En Haute-Marne, à Gudmont, il y a quelques années, s'est fondée une créosoterie pour la conservation des bois. En ouvrant l'« Annuaire des Téléphones », vous pourrez voir qui se trouve à la tête de cette usine : vous lisez *Himmelsbach*.

Mais là ne serait pas, paraît-il, le plus intéressant. A l'inauguration, il y a quelques années, il y eut grand banquet. Aux honneurs, à côté d'un colonel allemand qui présidait en qualité de directeur et de plusieurs officiers, on voyait trôner tout ce que la Haute-Marne compte de plus réussi comme Juifs ou autres F. M., le préfet, le sous-

préfet, des officiers généraux français ou se disant tels, etc.

Quant aux toasts qui furent portés, le charabia teuton se mêlait agréablement au patois judisch. Depuis lors, ces messieurs n'ont pas perdu leur temps. Tous les trois mois arrivent, comme soi-disant ouvriers, une centaine de soldats prussiens qui se relaient afin de connaître à fond toutes les forêts haut-marnaises. Insultant les bûcherons indigènes, ils sont devenus une terreur dans les villages environnants. Quant au colonel et aux officiers, ils ne perdent pas leur temps non plus. A cheval toute la journée, ils parcourent les forêts faisant des relevés de cartes, et, au moment des chasses, il n'y a plus de place que pour eux.

Si vous vous promenez dans les forêts haut-marnaises, vous les trouverez pour la plupart rasées à blanc. Car, s'il nous en souvient, le Kaiser tient beaucoup à faire disparaître ces forêts, qui, en 70, furent de si bons auxiliaires pour les Français et il ne veut pas que cela recommence la prochaine fois.

De tous côtés, les émissaires juifs essaient de vous arracher à prix d'or les propriétés contenant des bois. Ils rasant à blanc les bois, puis revendent les châteaux ou terrains environnants en les morcelant le plus possible.

Mais il est une chose encore très importante que je m'en voudrais de ne pas vous signaler. Au point de vue stratégique le village de Gudmont a été vraiment bien choisi par le Grand Etat-major allemand.

En effet, près de Gudmont se trouvent les tunnels de Villiers-sur-Marne, l'un sur la grande ligne de l'Est par laquelle doit se faire la mobilisation, l'autre sur le canal de la Marne au Rhin, d'une importance capitale pour les aciéries de l'Est et quantité d'autres industries et commerces. Au moment d'une déclaration de guerre, ces braves gens reliés par téléphone seront prévenus avant les autorités françaises qui n'auront pas le temps de faire surveiller ces ouvrages, et ceux-ci sauteront

infailliblement. Il en sera de même du grand viaduc de Chaumont, car maintenant, comme avant 70, les gares de l'Est sont peuplées d'Allemands qui s'y installent dans tous les postes qu'ils peuvent obtenir. Quant aux braves paysans français qui ont signalé aux autorités tous ces faits, on leur a fait sentir qu'ils auraient tout intérêt à se taire, s'ils ne voulaient pas s'attirer plus que des désagréments. Voilà où nous en sommes en France avec les bandits qui nous gouvernent.

Peut-être, si vous avez le temps, trouverez-vous par votre enquête personnelle des choses encore plus intéressantes, si on peut prononcer le mot d'intérêt, quand il s'agit de choses aussi écœurantes.

Agréez, Monsieur, avec mes salutations empressées, l'expression de ma vive reconnaissance pour le travail d'assainissement auquel vous travaillez.

Le Péril Vert.

Avec l'Œuvre et après l'Œuvre, tous les journaux français ont beau crier au scandale, demander des mesures de protection, l'invasion verte continue...

M. Lépine a demandé à tous les commissaires un rapport sur ses ravages dans leur circonscription; c'est signe que partout, même à la préfecture, on sent la nécessité d'une défense immédiate.

Voici maintenant les filles allemandes de Londres et de Bruxelles qui viennent renforcer les quarante mille cocottes allemandes de Paris; elles accouchent à l'A. P. et nous font payer les mois de nourrice de leurs produits tudesques.

L'invasion verte continue, parce que les Allemands s'imaginent que jamais on n'osera rien faire pour l'arrêter...

Nos officiers sont expulsés d'Alsace? Que la même mesure soit prise contre les officiers allemands qui pullulent en France et y font de l'espionnage militaire et industriel.

Est-ce Herr von Schoen qui commande en France?

Le dixième des Allemands de Paris ont fait leur déclaration à la préfecture de police : que les autres soient *ipso facto* expulsés comme indésirables; s'ils n'ont pas fait de déclaration, c'est qu'ils désirent rester inconnus.

Que tous les Allemands condamnés par un tribunal français soient expulsés du territoire comme indésirables avec défense d'y revenir. La police et les tribunaux auront moitié moins de clients, les prisons seront moins pleines, le budget allégé, et notre pays débarrassé d'éléments pernicieux.

Qui Va là? Un Prussien!

(Nous respectons scrupuleusement le style et l'orthographe de cette épître. Bien qu'anonyme, ne vous semble-t-elle pas « signée »?)

Monsieur le rédacteur en chef,

Vos lecteurs causent? Oui, ils causent, mais parfois des bêtises!

Vous venez de publier dans votre dernier numéro, page 1172, la causerie d'un lecteur, qui prétend connaître *au fond* « les termes de politesse avec lesquels les soldats allemands sont interpellés par leurs supérieurs ». Malheureusement, je le souhaite de tout mon cœur, il n'a pas eu l'expérience lui-même.

Moi, Allemand, ayant fait mon service militaire, sans avoir jamais entendu ces « termes de politesse », je vous dit, il n'en sait rien, absolument rien, et il aurait fait beaucoup mieux de se taire au lieu de se faire ridicule.

Un mot encore au sujet de l'invasion allemande. Est-ce que vous croyez, vous et vos confrères, comme le ridicule tout puissant « *Matin* » naturellement (il ne peut se laisser échapper une si belle occasion pour vendre deux exemplaires d'avantage) que l'Etat français, les grandes Compagnies

et Sociétés achètent en Allemagne à cause de nos beaux yeux? Si nos marchandises n'étaient pas mieux travaillées, meilleur marché que les vôtres, personne ne les achèterait pas.

Et nous autres? Ne venons-nous pas aussi acheter la camelotte française?

On sait trop bien chez nous, à quoi se tenir et on rit à cette guerre de plume contre nous. Ce n'est jamais le plus fort qui se plaint.

Je suis bien curieux, Monsieur le rédacteur en chef, si vous me ferez le plaisir de publier cette « causerie » aussi.

Le cas échéant présentez, s. v. p., à vos lecteurs les salutations les plus respectueuses de

GERMANIA.

A la rescousse!

Les Gravures.

Du *Matin* :

Vraiment, l'invasion allemande revêt des formes de plus en plus inattendues, et de moins en moins acceptables.

Hier, c'était un maire de la banlieue parisienne qui protestait contre la fourniture par l'Allemagne à de nombreuses municipalités de France et aux sapeurs-pompiers de Paris d'appareils d'incendie.

Aujourd'hui, c'est un père de famille qui nous manifeste son indignation de voir le lycée de jeunes filles du Mans « donner comme récompenses à de jeunes Françaises des gravures bien allemandes ». Et il joint à sa lettre deux échantillons qui ne laisseraient aucun doute sur leur origine si les sujets eux-mêmes et leur facture pouvaient permettre d'en douter. Il est impossible, en effet, d'imaginer quelque chose de plus « germanique », c'est-à-dire de plus anti-artistique.

Que penser de ceux qui, au lieu de donner à nos enfants, par la reproduction des innombrables chefs-d'œuvre où s'affirme la supériorité de la peinture française, de belles et saines impressions d'art, leur faussent le goût en mettant sous leurs yeux de vilaines et lourdes images incapables de parler à leur esprit, ni à leur cœur?

Les Filtres.

M. Lebureau (de la guerre) ne se doute pas qu'il y a des fabricants de filtres à eau en France. Peut-être ignore-t-il que leur génial devancier s'appelait Pasteur! C'est pourquoi on voit dans beaucoup d'administrations, notamment dans les arsenaux, des filtres à eau construits à Berlin.

Les romans populaires.

Un Français, qui a travaillé longtemps dans une maison d'édition allemande, M. Etienne de Raviez, nous déclare avoir été frappé par l'anormale production dans les imprimeries d'outre-Rhin des articles de librairie destinés à la consommation française.

— J'ai pu constater, nous dit-il, qu'une seule maison de Dresde expédie chaque semaine à Paris un wagon de douze tonnes de romans policiers. Depuis le grand succès de ce genre de contes, la rubrique « journaux et périodiques » de notre tarif douanier a passé de 8.000 quintaux en 1906 à 80.000 quintaux en 1911.

« Tous ces sous-produits de la littérature germanique, publiés sans nom d'auteur, sont du reste interdits en Allemagne ou du moins la vente et l'exposition en sont prohibées par le gouvernement dans les bibliothèques des gares et chez les libraires vendant à la jeunesse des écoles. Une association spéciale, le « Dürer Bund », mène contre ces romans de pacotille une campagne énergique, et le roi de ces éditions dites populaires s'est suicidé à Dresde en janvier dernier, sous le poids de la honte accumulée autour de son nom. »

Ces révélations ahurissantes nous dispensent de commentaires.

Les Prussiens ne sont pas contents!

L'officielle *Gazette de Cologne* qui, hier, menaçait l'Angleterre, attaque aujourd'hui la France qui, dit-elle, hait plus que jamais l'Allemagne, et lui reproche de se défendre contre l'envahissement par la camelote allemande.

La campagne de la presse française est plus violente que jamais, écrit la « *Gazette de Cologne* ». C'est la France qui ose agir ainsi, elle dont l'industrie dans toutes ses branches est restée stationnaire et dont les écoles techniques ont encore le même programme qu'il y a cent ans!

Les jouets.

De l'*Echo de Paris* :

L'industrie du jouet.

Evidemment, nos enfants s'amuse avec des cuirassés qui sont allemands. Que voulez-vous ? En France, l'industrie du jouet n'est qu'à son début. En Allemagne, surtout à Nuremberg, le jouet compte pour sa fabrication des usines employant jusqu'à 10.000 ouvriers. Telle usine qui fabrique ces cuirassés pour enfants emploie vingt ingénieurs chargés exclusivement de rechercher les perfectionnements à apporter au mécanisme soit des moteurs, soit des dynamos, des locomotives ou des bateaux à vapeur ou électriques.



Les échafaudages.

De l'*Intransigeant* :

Les *Marches de l'Est* nous racontent la charmante petite histoire suivante :

« L'administration du ministère de la guerre vient de confier à une équipe d'ouvriers allemands les travaux de réfection de la façade extérieure du tombeau de Napoléon aux Invalides.

« Un Allemand, M. Léon Gintzburger, dirige ces travaux. Manquant d'ouvriers, il s'est décidé à engager six Français, à côté de ses vingt-sept compatriotes. Ceux-ci sont d'ailleurs payés 80 centimes de l'heure alors que les Français se contentent de 60 centimes.

« Pourquoi s'est-on adressé à une entreprise allemande ? Le système d'échafaudages à longues échelles employé nous vient, paraît-il, en droite ligne de Berlin. Cinquante maisons l'exploitent là-bas et peu à peu envahissent la France, imposant leurs directeurs et leurs ouvriers.

« C'est ainsi que les échafaudages qui enlaidissent actuellement l'église de la Madeleine sont garnis d'ouvriers allemands, de même ceux de la caserne Lobau. »

Ajoutons ceux de l'Enregistrement et du Timbre.

Prochainement, les bureaux de la rue Saint-Dominique demanderont à un fabricant de Westphalie d'assurer l'armement de nos forteresses...



Les Amis de nos Amis

Il n'est pas de jour où quelqu'un de nos amis ne nous prie de lui envoyer d'anciens numéros de l'*Œuvre* pour les faire lire dans son entourage. C'est là, en effet, la meilleure propagande, et nous avons bien souvent regretté de n'avoir pas les moyens matériels de l'organiser méthodiquement.

Pourtant, cette année, nous croyons pouvoir être en mesure de répondre au désir si souvent exprimé par nos amis, et, avec leur concours, nous devons élargir considérablement notre champ d'action. Il leur suffira d'inscrire sur la dernière page du présent numéro les noms et les adresses des personnes qui peuvent s'intéresser à notre *Œuvre* et conspirer avec nous au relèvement de la France.

Nous recevons très souvent des lettres ainsi conçues : « Je ne connaissais pas l'*Œuvre* ; un numéro m'en est tombé par hasard entre les mains, et j'ai eu le plaisir d'y trouver tout ce que je pense. Bravo ! Continuez, et comptez-moi parmi les vôtres. »

Il y a des milliers de Français qui nous écriraient la même chose, s'ils savaient plus précisément ce que nous faisons. Ce sont ceux-là qu'il nous faut découvrir ensemble et grouper, si nous prétendons mener à bien notre œuvre de régénération nationale.

Editions de l'ŒUVRE :

LE RÉVEIL

PAR

URBAIN GOHIER

*Garder une Patrie
Refaire un Peuple*

Un volume de 350 pages. PRIX 1 fr. 25 (franco 1 fr. 50)

NOS BONS APÔTRES

Comédie en trois actes

DE

GUSTAVE TÉRY

avec une Préface de Jules Lemaitre

PRIX : 1 franc (envoi franco)

COMMENT FINIRA le RÉGIME ABJECT?

OÙ ALLONS-NOUS?

Mille réponses des lecteurs de L'ŒUVRE

avec une introduction et une conclusion

PAR

GUSTAVE TÉRY

Un volume de 500 pages. — PRIX : 3 fr. 50 (Envoi franco)

LE BOTTIN DU FAVORITISME

OU

LE GOTH A DE L'ARRIVISME

avec une préface-houlement de J.-J.-T. STEEB

(Ministre de l'Intérieur)

PRIX : 1 fr. 25

Le Gérant : GARDANNE

Imp. spéciale de l'Œuvre, 15, rue de l'Abbé-Grégoire Paris